

• Juillet/Aout 2016 • Numero 149 •
• L e s P u b l i c a t i o n s d e La Gauche  C a c t u s ! •

www.la-gauche-cactus.fr/SPIP

La Securite passe par la Traque des Inegalites

Sommaire

*L’édito de Jean-Luc Gonneau : La sécurité passe par la traque des inégalités.*

*- Chronique de la gauche en questions. Troisième épisode des grandes et moins grandes manœuvres au sein de la gauche, par João Silveirinho en arbitre légendairement impartial des élégances (relatives) des turbulences en cours.*

*- Comme des minables… Yann Fiévet est très en colère contre le « hollandisme ».Il nous explique pourquoi il y a de quoi au fil des événements de ces derniers mois. Sombre bilan.*

- ***Etait-il nécessaire de « tiersmondialiser » l’Europe ?*** *La mondialisation libérale impose une homogénéisation sociale, avec en Europe beaucoup de perdants et quelques gagnants. Ce que montre* ***Jacques-Robert Simon.***

*-* ***Turquie, d’un coup l’autre****.* ***Michel Rogalski*** *analyse les conséquences du coup d’état manqué en Turquie.*

*- Boum-Boum sur : les candidats qu’on veut pas. Mick et Paule, nos pétroleuses autoproclamées sont de retour et flinguent à tout va.*

*- Le maître de Sainte Euphasie. Deuxième épisode d’un mini feuilleton, savoureux, cocktail d’observations sociales acides, ou tendres, ou drôles avec, si, si, un zeste d’érotisme, par le nouvelliste Hervé Mesdon. Car la littérature, m’sieurs-dames, c’est vital.*

*-* [*Terrorisme :*](https://bouamamas.wordpress.com/2016/04/07/la-planification-dune-deportation-de-masse-chronique-de-lensauvagement-de-lue/) *Les masques tragiques d’une guerre impossible. Une analyse féconde et originale de la nature du terrorisme par la dénonciation à la fois sensible et argumentée de l’accord entre l’Union Européenne et la Turquie sur les réfugiés du proche orient par Eugenio Raul Zaffaroni, grand juriste argentin*

*- Bonus : Parce qu’il faut continuer à sourire, un tableau détourné par Patrick Mignard et une photo commentée glanée sur le net par Mourad Karabagli*

*Bonnes lectures.*

* Edito : La Securite Passe par la Traque des Inégalités

*Par Jean-Luc Gonneau*

*Nous sommes en guerre, nous dit-on en hauts lieux. Guerre impossible, répond avec subtilité Eugenio Raul Zaffaroni, éminent juriste latino-américain, dans ces colonnes. Etat d’urgence qui va durer ;au moins, un an (un coup de chapeau au passage, rare car cela risque d’être le seul, au député Jean-Frédéric Poisson, pote de Christine Boutin, catho tradi peu suspect de gauchisme, qui a voté, avec la gauche de gauche, contre la prolongation de l’état d’urgence, l’estimant inutile), soupçon généralisé porté sur une partie de la population, les « musulmans », en réalité toutes celles et ceux qui, venus d’un pays ou l’islam est implanté, sont d’office considérés comme musulmans. Oh certes, main sur le cœur, on fait en hauts lieux la différence, en paroles, entre bons et mauvais musulmans, tout en oubliant qu’il existe, et plus qu’on ne le pense, quand on y pense, des concitoyens d’origine maghrébine, africaine qui ne sont pas musulmans. Mais sur le terrain… La dérisoire affaire du burkini, heureusement bloquée par un jugement opportun du Conseil d’Etat, a montré que pour certains élus et policiers, la nuance entre « bons » et « mauvais » ne fait pas tilt. Va-t-en guerre en chef de la « gauche », Manuel Valls, entraînant dans son sillage le ministre de l’intérieur Bernard Cazeneuve, dont on pouvait attendre mieux, se complait dans la surenchère sécuritaire avec les brailleurs les plus vulgaires de la droite, les Sarkozy, Ciotti, Wauquiez, Morano, on en oublie mais la Banquise n’a que seize pages. Avez-vous remarqué que pendant que cette meute s’égosille, Marine Le Pen ne dit rien ? Maline, la Marine, tout bénef’ pour elle, sang froid pendant que les autres s’énervent. A l’autre bout de l’échiquier politique, Jean-Luc Mélenchon a rappelé avec mesure, ce qui n’est pas toujours le cas, quelques constats qui devraient être d’évidence : stigmatiser, c’est diviser, le terreau du terrorisme, ce sont les inégalités plus que le fanatisme religieux, quand bien même celui-ci existe aussi.*

*L’examen des parcours des terroristes identifiés ces derniers, s’ils ne sont pas homogènes (présence, par exemple, de convertis sans antécédents familiaux avec l’islam, niveaux d’instruction divers), présente cependant une quasi constante : un mal être dans la société. Avec des causes diverses et souvent cumulées : difficultés économiques, chômage endémique, échecs scolaires, problèmes familiaux, promiscuités avec la délinquance « ordinaire » issue de cette situation, trafics, vols, bref les maux récurrents des cités difficiles souvent ghettoïsées par la négligence, l’incompétence et parfois le calcul de certains élus locaux, maintes fois décrites dans des avalanches d’analyses de terrain sans que les pouvoirs publics agissent, à quelques exceptions près. Au contraire même : on voit des services publics se réduire, des services de proximité s’éteindre. Cela est, mais pas seulement. Car certains des individus impliqués dans les visées mortifères de Daech ne viennent pas de ces cités. Mais ce qu’ils partagent avec les autres, c’est le sentiment d’un horizon bouché, d’une incapacité à trouver une lace dans la société. Evidemment, ce sentiment ne conduit pas automatiquement au terrorisme, mais il en est le terreau. Territoires oubliés de la république, lit-on parfois. Le Front national a bien identifié le problème, sans comme souvent proposer de solution crédible (mettre tout sur le dos de l’étranger, même là où il est rare, est à la fois erroné et dangereux), mais il en parle et cette parole est hélas écoutée. Les élites de droite et de gauche, par contre, sont d’une discrétion de violettes sur le sujet. Ha, les ors de la république. Le sentiment d’horizon bouché, d’inutilité sociale est probablement exacerbé par l’étalage par les médias et* donc *de la publicité de produits, de modes de vie inaccessibles pour une majorité de français et plus encore par les classes dont les revenus sont les moins élevés, créant une sorte de pornographie de l’inégalité. Une évasion, très partielle et automutilante peut-être trouvée dans les trafics de l’économie parallèle : on sait depuis longtemps que dans les favelas brésiliennes, le taux d’écrans plats dans les habitations les plus modestes est étonnamment élevé. Et ils ne viennent pas du Darty local.*

*Lutter contre les inégalités est la priorité des priorités. Cela ne veut pas dire que l’action de la police et de la justice est inutile. Sauf que : Sarkozy a détruit la police de proximité que Jean-Pierre Chevènement avait renforcée, avec succès, il a détruit les Renseignements généraux, qui certes ont perdu des années à assister à des réunions des partis politiques étiquetés d’extrême gauche, mais qui, par leur connaissance du terrain, seraient particulièrement utiles dans la lutte contre les réseaux terroristes. Autrement plus que les contrôles au faciès qui sont parfois le quotidien de certaines forces de l’ordre. Dans ce domaine comme dans tant d’autres, l’actuel gouvernement s’est contenté de mettre ses pas dans ceux de la droite qui l’a précédée.*

*Lutter contre les inégalités, oui, mais comment ? On y reviendra.*

* Chronique de la Gauche en Questions (TROISIEME SEQUENCE)

*Par João Silveirinho*

Malgré la torpeur estivale, juillet et août ont été agités au niveau des grandes et petites manœuvres autour d’un seul sujet : l’élection présidentielle. La torpeur a vite fait oublier les attentats du début de l’été. Le social est entre parenthèses. La ridicule affaire du burkini a fait les délices d’une partie de la presse et permis à Christian Estrosi, à droite, et Manuel Valls, à gauche (?), de se fendre de communiqués grotesques, exercice dans lequel, convenons-en, ils ont acquis une maîtrise certaine. Mais l’élection présidentielle retient la plus grande part des commentaires et informations politiques.

Nous nous limitons dans cette chronique à ce qui se passe à gauche, au sens large. Passons sur les candidat-e-s du NPA et de LO, plongés dans leur collecte quinquennale de parrainages d’élus. Ailleurs, deux « primaires » se mettent en place, attirant, à l’instar de ce qui se passe à droite, pléthore de candidatures, qu’on peut classer en quatre catégories suivant l’objectif poursuivi : la photo dans le journal ou le passage sur un chaîne d’infos en continu, le placement pour un futur éventuel ministère, le lièvre pour dégager le terrain d’un complice, et enfin la victoire à la primaire. Notons qu’on peut concourir dans plusieurs catégories. Et n’excluons pas les candidatures qu’on pourrait qualifier de témoignage, souvent portées par des militants sincères, mais vouées à l’échec.

A gauche sont donc enclenchées la « petite primaire », celle des écolos, et la « grande primaire », celle des socialos et de leurs affidés.

On commence par la « petite » ? EELV-Les Verts enregistre à ce jour quatre candidatures, dont la « star » est Cécile Duflot, qui ne voulait pas de primaire, pensant être la « candidate naturelle » du parti, mais qui a du se faire une raison. Elle trouve en face d’elle trois députés européens, Karima Delli, Yannick Jadot et Michèle Rivasi, liste non close à ce jour. Réputée fine connaisseuse de l’appareil, Cécile a du souci à se faire dans un parti qui n’aime pas beaucoup les stars, demandez son avis à Nicolas Hulot. On distingue mal aujourd’hui ce qui distingue les candidats. Jadot plus pro-ps ? Duflot plus « gauche de gauche » ? Delli plus sympathiquement espiègle, elle qui avait décerné un diplôme de fils à papa à Jean Sarkozy. De toute façon, l’heureux vainqueur risque d’avoir un bonheur fugace, les sondages étant en ce moment calamiteux. Y aura-t-il au final une candidature EELV-Les Verts ? Probable, mais pas certain.

La primaire de la gauche qui se dit de gouvernement (en réalité, la primaire du PS), que nous commentions dans notre chronique précédente, prend forme. Déjà six candidatures annoncées : Marie-Noëlle Lienemann, Benoît Hamon, et Gérard Filoche pour la gauche du PS, Jean-Luc Benhamias (écolo ex Verts ex-Modem) et François de Rugy (écolo ex-Vert) pour les écologistes pro-Hollande, **Sidi Hamada-Hamidou, radical de gauche de Mayotte. La liste est loin d’être close puisque la primaire est prévue pour janvier 2017.** Ainsi,Arnaud Montebourg et François Hollande feront connaître leur intention en décembre, le premier n’excluant pas une candidature hors primaire, et les deux se donnant du temps pour décrypter les augures des sondages. D’ici là, le PRG désignera, ou pas, un candidat « officiel » (marchandage à prévoir avec le PS sur les circonscriptions législatives, petit détail qui pèsera aussi sur les débats internes de EELV-Les Verts, que l’on connait très friands de fauteuils), le MRC on ne sait pas, d’autres socialistes, peut-être.

Le PCF, lui, est toujours dans l’expectative. Il n’exclut pas, formellement, la participation à la « grande primaire » si François Hollande et/ou Manuel Valls n’y participent pas. Il n’exclut pas, formellement, un soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon, même si la direction en place recherche, en vain à ce jour, une alternative à cette candidature, alors qu’une bonne partie de l’ancienne direction, Marie-George Buffet en tête, a déjà fait connaître son soutien à « JLM ». On peut sentir parfois chez Pierre Laurent une tentation d’ « y aller », mais qui ne nous paraît pas déboucher sur une conviction. Il est vrai que la crainte d’un score très probablement médiocre en découragerait plus d’un.

Hors les primaires et les partis issus du trotskisme, la candidature de Jean-Luc Mélenchon se détache des autres candidatures directes, car si, il y en a. Disons que cet été a été consacré à la consolidation de son réseau de comités locaux « insoumis » (plus de 1200 listés sur le site de campagne), au peaufinage de son programme, déjà largement avancé et, comme d’autres à la pêche aux parrainages d’élus locaux. Un meeting-pique-nique toulousain où sont attendus plusieurs milliers de personnes donnera le ton de sa rentrée. Autres candidatures « autonomes », celle de Pierre Larrouturou pour Nouvelle Donne, qui se lance à défaut de la primaire de toute la gauche qu’il souhaitait, celle de Jacques Nikonoff, pour le Parti de la Démondialisation (PARDEM, ex MPEP), ouvertement pourle « frexit », et celle du « bonnet rouge » régionaliste breton Christian Troadec.

Faut-il encore inclure Emmanuel Macron parmi les possibles (il l’exclut de moins en moins) candidats « de gauche » ? Nous pensons que non, décidément non.

* Comme des Minables…

*Par Yann Fiévet*

Il est probable que la société française est entrée depuis quelques mois dans la dernière phase du hollandisme. Une période dramatique et douloureuse qui connaîtra son terme l’an prochain. Ce qui lui succèdera sera sans doute plus tragique encore. Seulement voilà : le hollandisme aura été perpétué par des hommes et des femmes se réclamant de la Gauche. Non content de n’avoir rien fait de ce qu’il avait promis, M. Hollande aura fait sans vergogne ce qu’il n’avait pas promis, à commencer par la réécriture du code du travail au détriment des salariés. Sur cet avatar-là la démocratie recula de plusieurs degrés : aucune négociation préalable digne de ce nom comme le stipule pourtant le premier article du code prétendument vieillot ; surdité totale face à l’hostilité manifeste et grandissante du corps social contre ladite réforme ; adoption forcée du texte portant la réforme devant l’Assemblée Nationale ainsi réduite au silence. Cependant, cela ne suffisait pas… Il fallut que le pouvoir en place, si peu assuré de sa légitimité à gouverner désormais, devienne minable. Là, il ne s’agira plus de seulement trahir des promesses mais de piétiner des droits et des principes auxquels la Gauche était jusqu’ici attachée.

Minable, la « gestion policière » de la crise printanière par M. Cazeneuve, Ministre de l’Intérieur. Pourquoi des casseurs qui sont identifiés, que l'on voit à toutes les manifestations, peuvent continuer à sévir sans être interceptés ? Pourquoi, en dehors des cortèges, des individus peuvent-ils agir de la sorte sous les yeux de la police ? A Marseille, les hooligans, en marge de l'Euro de football, ont été arrêtés en moins de quarante-huit heures. Il est donc sérieusement permis de s'interroger sur les ordres donnés à la police. Au moment où la manifestation parisienne du 14 juin a été déviée, un ordre a été donné d'envoyer des gaz lacrymogènes sur le cortège. Cela ne peut se décider qu'à l’échelon du préfet ou à celui du… Ministre de l’Intérieur. Les méthodes et l’arsenal des « forces de l’ordre » sont manifestement en cause : manifestants pris dans des souricières sciemment tendues, violemment frappés au sol ; usage de grenades de désencerclement ou d’armes nouvelles comme le gaz CS, aux effets potentiellement cancérigènes, dont les CRS ont fait un usage massif ces dernières semaines. M. Cazeneuve, la mort de Rémi Fraisse ne vous a pas, à l’évidence, servi de leçon.

Minable, la servilité des médias dits dominants, tellement prompts à colporter la version « officielle » de certains faits. Ainsi du prétendu assaut de l’hôpital Necker le 14 juin dernier à Paris. la vidéo rendue publique par un journaliste du Monde prouve que l’endommagement des baies vitrées de l’édifice «fut l’acte d'un homme seul, exécuté en dix secondes chrono, à la masse, tel un appariteur appointé par le SAC du bon vieux temps, immédiatement interrompu par un autre homme courant pour s'y opposer et qui exprimait nettement son désaccord. Pourtant, ce fait insignifiant en soi aura suffi aux médias aux ordres des patrons du CAC 40 – et très à l’écoute des discours ministériels fallacieux - pour qu’ils le métamorphosent en attaque délibérée et concertée d'un hôpital par une foule d'émeutiers enragés - et pourquoi pas mangeurs d'enfants - et au passage, tant qu'on y était, évoquer la responsabilité des syndicats dans cette affaire, alors que l'on devinait aisément qu'ils n'en avaient aucune. Le cortège syndical devait encore être à ce moment-là à quelques kilomètres des lieux de l'action. Et, depuis quand le service d'ordre des organisations syndicales est-il chargé d'assurer la sécurité des hôpitaux parisiens ?

Minable, le traitement politique de la crise par MM. Hollande et Valls. Leur décision d’interdire les manifestations de la fin du mois de juin à Paris, constitue une manœuvre révoltante qui porte atteinte aux droits essentiels d’expression des citoyens. Alors que l’attaque délibérée de forces de police et les actes de dégradations d’édifices publics et privés sont clairement réprouvés par les syndicats organisateurs des rassemblements, elles font le bonheur du pouvoir, qui les encourage en leur donnant une publicité constante et démesurée, dont l’objet est de rendre illisibles et d’occulter toutes les formes d’expression du mouvement social. Par ces amalgames et manipulations de l’opinion publique le gouvernement joue délibérément la carte de la tension et même davantage : l’option de la provocation irresponsable contre les manifestants, encerclant et bousculant brutalement les cortèges pacifiques, sans égard pour les journalistes, les jeunes lycéens, les salariés âgés, les retraités. Quand a-t-on vu cela en France ? Il y a là une stratégie constante, engagée depuis l’arrivée de M. Valls au ministère de l’Intérieur et qui se poursuit aujourd’hui. M. Valls, avez-vous perdu la raison ? L’Histoire de notre pays vous présentera demain comme celui qui manqua du jugement nécessaire à l’homme d’Etat. Elle vous juge déjà.

En mai 1968, le Préfet de police de Paris, Maurice Grimaud, avait su, par ses consignes écrites aux unités comme par sa présence physique sur le terrain, éviter le pire alors même que les manifestations étudiantes étaient autrement plus déterminées qu’elles ne le sont aujourd’hui. Il envoya notamment une lettre à chaque policier concerné par les évènements. On y lit ceci : » Passé le choc inévitable du contact avec des manifestants agressifs qu’il s’agit de repousser, les hommes d’ordre que vous êtes doivent aussitôt reprendre toute leur maîtrise. Frapper un manifestant tombé à terre, c’est se frapper soi-même en apparaissant sous un jour qui atteint toute la fonction policière. Il est encore plus grave de frapper des manifestants après arrestation et lorsqu’ils sont conduits dans des locaux de police pour y être interrogés. »

Comme l’écrit Edwy Plenel (Médiapart), « la relecture, à quarante-huit ans de distance, de la lettre que Maurice Grimaud adressa, le 29 mai 1968 – soit après un petit mois de manifestations –, individuellement, à chaque policier, c’est prendre la mesure de l’évolution. [...] Maurice Grimaud ne donne pas des consignes, il parle à des hommes. Il n’est pas au-dessus d’eux, mais dans la même « Maison », de plain-pied. Il leur parle métier, de façon précise, concrète et illustrée, et non pas chiffre ou résultat, de façon abstraite et désincarnée. Surtout, il s’adresse à leur conscience, faisant le pari du citoyen sous l’uniforme, évoquant avec le mot « réputation » l’image qu’ils ont d’eux-mêmes et, au-delà, du bien commun. »

Aujourd’hui, la sentence est sans appel : MM. Hollande, Valls et Cazeneuve, vous êtes funestement tombés dans la déchéance de… rationalité. Vous le paierez l’an prochain de votre renvoi, pour le pire à venir que vous aurez largement contribué à produire.

*Le blog de Yann Fiévet : www .yanninfo.fr*

* Etait-il Necessaire de « Tiers-mondiser » L’Europe ?

*Par Jacques-Robert Simon*

Désindustrialisation, déclassement social, immigration, inégalités croissantes, systèmes politiques à bout de souffle, des peuples sous tutelle : les crises succèdent aux crises, les drames s’ajoutent aux catastrophes. Les démocraties semblent minées de l’intérieur et semblent en voie de tiers-mondialisation : quel monde prépare-t-on ?

En 1973 se produit le premier choc pétrolier, il ne sera plus possible dès lors d’ignorer que la consommation frénétique d’énergies fossiles ne pourra pas durer éternellement. Les derniers soubresauts de la décolonisation de la grande majorité du monde par les principaux pays européens s’achèvent à la même époque : l’Europe, semble-t-il, abandonne sa soif de conquêtes territoriales. Le Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant de la France va cependant continuer à augmenter après les tumultes des années 1970. Le rythme de croissance est certes plus modéré qu’auparavant et est ponctué par des crises boursières, des bulles internet, des chocs pétroliers, de krachs immobiliers… Dans le même temps, l’Afrique subsaharienne tente à grand-peine de se désengager de la misère où elle se trouve, le PIB par habitant diminuant même entre 1975 et 1995.

L’Europe au début du nouveau millénaire, tout comme l’Amérique du nord, étaient repus. Mais leurs systèmes économiques n’étaient plus fondés sur la nécessité mais sur une très inégalitaire consommation du superflu. Les écarts de pouvoir d’achat entre classes sociales s’accentuaient considérablement, cachés par la mise en avant de minorités socialement exclues. Des technologies anciennes mais améliorées permettaient de larges échanges d’informations avec facilité. La conjonction de ces paramètres a conduit à une accélération des échanges à l’échelle mondiale : la mondialisation. Le caractère financier de celle-ci est vite devenu apparent car elle a conduit à optimiser les placements financiers en abandonnant les capacités de production industrielle aux pays « émergents » pour se concentrer sur le secteur tertiaire, les services. Les sociétés occidentales érodées par le poids des ans s’entourent de plus en plus de boucliers contre l‘imprévisible grâce à des règlements, des arrêtés, des assurances, ceci contribue à rendre compliqué le moindre acte du réel ce qui tend à développer démesurément le secteur tertiaire.

L’Europe et les Etats-Unis dénués de mains se pensent donc en « cerveau » de la planète, laissant aux pays plus ou moins émergents le soin de faire les productions matérielles dont ils ont malgré tout besoin. La révolution dite numérique s’inscrit dans dette logique : il s’agit de remplacer le réel par le virtuel, le matériel par l’image, le fait par le pensé.

La destruction des industries européennes n’est pas la seule dévastation subie. Les valeurs propres à l’histoire de l’Europe, son sacré, sont incompatibles avec la loi du plus fort que l’on installe pourtant grâce à des dirigeants emplis de certitudes, imbibés d’une idéologie qui bannit l’autoritarisme mais qui le pratique. Le forgeage des opinions par les médias et la plupart des discours universitaires en tiennent lieu. Le message est toujours le même : les nantis tirent un chariot appesanti par des masses de pauvres incapables de se prendre en charge. Le tout noyé dans des hymnes à la modernité, aux nouvelles technologies qui permettront l’impensable. Ce martelage aussi bien économique qu’intellectuel se répandant, une voie vers une paix universelle et harmonieuse est-elle trouvée ?

La guerre de Corée (1950-1953), la crise libanaise (1958), l'invasion de la baie des Cochons (1961), l’intervention en République dominicaine (1965), la Guerre du Viêt Nam (1964-1973), l’envahissement du Panama (1989), la guerre du Golfe (1990-1991), l’intervention en Bosnie (1990), l’invasion de l’Afghanistan (2001-2014), l’intervention aux Philippines (2002), la guerre d’Irak (2003) sont les conflits armés les plus connus impliquant les Etats-Unis et les occidentaux. L’état de guerre est donc constant et les épisodes actuels concernant l’État Islamique n’est que le plus actuel. Le rôle de gendarme du Monde accordé aux Etats-Unis n’est d’ailleurs pas contesté puisque ils ont, de loin, la première armée de la planète.

La guerre, les atrocités, correctement médiatisées, sont un extraordinaire ciment pour une nation ou un ensemble de pays. L’ordre doit régner impérativement : la primauté absolue est donnée à la défense d’un peuple. Pour ce faire il faut que ce peuple existe. La mondialisation permet de rendre semblable des gens différents, le peuple défendu devient celui de la modernité planétaire. Le start-upper aux baskets orange est le même à Dubaï, Denver ou Londres. Le modernisme est certain, mais est-ce un progrès, c’est à dire une anticipation intelligente d’un futur prévisible ?

L’Europe n’a jamais laissé les marchands libres de leurs actes dans le temple : Dieu puis l’église et enfin la République veillaient. Une société d’économie mixte s’installa après la seconde guerre mondiale en France. Des grandes écoles recueillaient après une sélection sévère mais non tribale des étudiants qui se destinaient aux grands corps d’État. Ceux-ci fournissaient le cœur dirigeant d’établissements à caractère scientifique, technique et industriel comme le Commissariat à l’Énergie Atomique (CEA). Cette organisation n’a en rien failli si ce n’est qu’elle n’entrait pas dans le moule des institutions supranationales : l’évaluation des structures ne s’est pas faite selon un critère d’efficacité, de créativité, de performance mais en suivant un choix idéologique. Peu à peu, on a amoindri pour ne rien mettre à la place. L’économie mixte se transformait en pure économie de marché sur laquelle les politiques n’avaient plus aucune prise si ce n’est par l’édition de normes ou de règlements. La transition écologique, le véritable défi du XXIième siècle se fera sans les élus, sans les citoyens avec les seuls marchés pour prendre les arbitrages stratégiques indispensables.

Des frontières quasiment disparues pour les capitaux comme pour les informations, quand est-il de la mobilité des populations ? Depuis toujours, les universitaires et les artistes ne se sont pas souciés de l’endroit où ils étudiaient ou travaillaient : il s’agissait d’une infime minorité de la population qui de plus apportait agrément ou utilité aux endroits où ils se rendaient. Les mouvements devinrent beaucoup plus massifs (et inévitables) lorsque ce furent les différences de richesses et de systèmes de protection sociale qui guidèrent le choix de migrants. Être pour ou contre ces flux n’a pas plus de sens que de refuser les marées haute et basse de la mer. La seule question que l’on doit se poser est : l’organisation locale de protection des plus démunis pourra-t-elle résister à un afflux massif de populations exogènes ? Poser la question c’est y répondre : les systèmes collectifs et nationaux de protection sociale sont appelés à disparaître au profit d’entreprises privées qui seules pourront trier leurs clients sans encourir le courroux d’électeurs. Le cosmopolitisme l’impose.

Pour qu’un équilibre stable au niveau planétaire soit atteint, il faut que les coûts de production soient les mêmes dans la plupart des pays du monde. Personne n’a pu penser que les salaires français pourraient un jour être alignés sur celui des pays les moins développés. Il fallait donc envisager une diminution du niveau de vie en Europe. Une division internationale du travail dans laquelle les occidentaux fourniraient la matière pensante n’a strictement aucune chance de pouvoir garantir pour tous le niveau de vie actuel. Les restrictions atteindront peu à peu les occidentaux avec comme seule croissance les inégalités : la Tiers-Mondialisation de l’Europe s’installait, s’installe, s’installera.

Cette tiers-mondialisation implique des inégalités croissantes car aucun contrefeu au pouvoir financier n’est possible. Le citoyen fut transformé en consommateur même lors des élections et ceux qui avaient accès aux médias ne manquaient pas de souligner la rusticité des individus qui ne leur ressemblaient pas : l’Homo sapiens (savant) ne faisait que coexister avec une espèce plus rudimentaire dans les banlieues. Une voix n’était plus égale à une autre : le meilleur des mondes s’imposait. Ce meilleur des mondes rencontre quelques difficultés : la montée très sensible des nationalismes dans beaucoup de pays et pas seulement en Europe, due moins à la xénophobie qu’à l’appréhension d’un déclassement et à la peur de voir s’installer une religion peu connue pour sa tolérance. Ceci n’engendre pas une réelle anxiété chez Droopy, le chef du monde, car il sait bien que le pouvoir est bien plus entre les mains du monde financier que dans celui des élus.

Était-il nécessaire de détruire notre outil de production, de condamner nos philosophes à des pantomimes télévisuels, de réduire une éthique à des déclarations, de mener des guerres avec la seule ambition de créer de nouveaux ennemis ? Ou bien aurait-on pu mettre en avant le collectif sur l’individu pour les biens sociaux, considérer les citoyens comme des être pensants auxquels on doit des explications et pas des parades de paon, construire le futur avec les autres peuples et non pas contre eux … Peut-être … Mais de toute façon ce n’est pas le numérique qui aidera à devenir moins narcissique et avide de jouissances, ce qui semble pourtant nécessaire.

* Turquie : D’un Coup l’Autre !

*Par Michel Rogalski*

Les analystes peinent à caractériser ce qui s’est passé en Turquie le 15 juillet. Coup d’État, contrecoup, purge, reformatage de l’État… Le discours officiel, faisant mention d’un complot de la Confrérie Hizmet – sorte de franc-maçonnerie musulmane - infiltrée dans la haute administration et l’armée et animée par le prédicateur, en exil aux États-Unis depuis dix-sept ans, Fethullah Gülen, ne rencontre qu’une écoute polie, mais non convaincue des chancelleries. Mais tous s’accordent à penser que se qui s’est passé ainsi que la suite des événements relèvent de la plus haute importance et pourrait constituer un séisme pour la région, tant le rôle et la place qu’y joue le pays sont essentiels. Fidèle pilier de l’Otan, attirée par l’Union européenne avec laquelle elle entretient d’importants échanges, la Turquie apparaissait jusqu’ici comme un pays stable voisinant un océan chaotique, et constituait de ce fait un partenaire pour les grandes puissances, notamment occidentales. Elle avait réussi à ne pas être happée trop centralement par les naufrages irakien et syrien, avait su accueillir plusieurs millions de personnes déplacées du fait de la guerre et était apparue en capacité de tarir avec succès les flux se dirigeant vers l’Europe. Bref, elle était devenue au fil des années, aux yeux de la communauté internationale, le partenaire fiable de la région, aux côtés il est vrai de l’Iran, d’Israël et de l’Arabie saoudite et avait réussi –sauf avec le régime d’Assad – à maintenir, à l’aide d’une diplomatie intelligente, de bonnes relations avec son environnement géographique. Même les liens avec Israël, un temps gelés à la suite de l’arraisonnement de bateaux turcs apportant une aide humanitaire à Gaza, avaient repris permettant aux bateaux d’accoster au sud d’ Israël – on imagine pour inspection – pour repartir ensuite vers Gaza.

C’est donc un rouage important et clé de la région qui entre en période de forte turbulence. Indiscutablement ce pays se réoriente vers un nouveau modèle et son leader Recep Erdogan qui dirige le parti islamo-conservateur (AKP – Parti de la Justice et du Développement, à la tête de 317 députés sur 550) bénéficie d’une aura renforcée par l’échec du putsch.

On ne s’attardera pas sur les aspects autoritaires et répressifs du régime, sur sa propension à réduire les opposants au silence en emprisonnant massivement divers secteurs de la société, des intellectuels aux militaires en passant par des magistrats et des journalistes. Nous sommes en présence d’un régime autoritaire, musclé, peu respectueux des libertés publiques fondamentales qu’il piétine au nom d’une chasse aux comploteurs, mais néanmoins légitime si l’on en juge par les démonstrations de force massives de ses supporters. Car l’habileté du pouvoir n’est plus à démontrer. La popularité du Président est à son zénith après sa victoire sur la tentative de putsch. Il a réussi à amener les quatre partis représentés au Parlement l’AKP, le MHP – extrême droite nationaliste, le CHP – centre gauche laïc et kémaliste -, le HDP – Parti Démocratique des Peuples, gauche liée au mouvement kurde – à dénoncer la tentative de putsch et à soutenir ses appels à la résistance civile. Or cette société civile est « travaillée » depuis des années par les imams en phase avec la Direction des affaires religieuses – la Diyanet - placée sous la tutelle du Premier ministre. Le but ouvertement affiché est de toiletter la société de toute survivance kémaliste et donc d’opérer un tournant marqué vers plus d’islamisation. C’est certainement le premier sens à donner au tournant engagé par Erdogan. La chasse aux sorcières s’apparente à un fort règlement de comptes entre anciens alliés d’hier car les réseaux gülenistes ont longtemps travaillé de concert avec l’AKP, le parti du Président. Ils s’en étaient écartés lorsque Gülen avait commencé à prendre ses distances très tôt contre cette dérive islamiste. L’orientation antikurde se renforce et a poussé le pouvoir à refuser de dialoguer avec le HDP qu’il cherche à réduire à tout prix. Au-delà de la purge, certains prêtent au Président l’intention de refonder le pays à travers un reformatage de l’État et l’adoption d’une nouvelle constitution lui permettant d’établir un régime hyper-présidentiel sans contre-pouvoir. Nul doute également que l’orientation libérale-conservatrice sera maintenue. Le caractère nationaliste du régime, notamment anti-occidental sera probablement renforcé. Les trois maîtres-mots du nouveau régime seront : islamisation, conservatisme social, nationalisme, l’ensemble maintenu sous une chape répressive. Ce qui éloignera la Turquie de son histoire récente marquée par la modernité kémaliste et laïque sur laquelle l’armée s'enorgueillissait de veiller avant son affaiblissement.

L’interrogation circule en Europe sur le fait de savoir si cette dérive turque n’a pas été alimentée par l’attitude souvent méprisante adoptée à l’égard de ce pays qu’on encourageait à entrer dans l’Union européenne tout en provoquant une course d’obstacles rendant cette adhésion toujours plus lointaine et hors de portée. Erdogan considère certainement que l’Union européenne ne s’est pas comportée avec sincérité à son égard, ce que confirmerait le refus maintenu à la dispense de visas pour ses ressortissants alors même qu’il a fait la preuve de sa responsabilité en accueillant le retour des déplacés auquel il s’était engagé. Mais les milieux sensibles à cette thématique sont en régression en Turquie, parce que ce qui y progresse c’est une islamisation rampante qui s’inscrit parfaitement dans les tendances lourdes de la région et à laquelle ce pays n’avait aucune chance d’échapper. La politique de l’Union européenne, au demeurant peu claire dans la région, n’avait aucune chance de pouvoir contrarier cette évolution qui tient pour l’essentiel à l’environnement régional.

Il en découlera certainement une nouvelle diplomatie turque marquée par quelques inflexions nationalistes et anti-occidentales qui exalterait plus la grandeur ottomane que la République d’Atatürk. Mais les fondamentaux structurants comme l’appartenance active à l’Otan ont peu de chances d’être remises en cause. Tout au plus verra-t-on émerger une première dans l’histoire de cette institution, à savoir l’un de ses membres qui s’armerait chez les Russes et s’engagerait dans une coopération technico-militaire ! Mais la coopération avec les Russes sera plus large. Lors de la visite d’Erdogan à Moscou – décidée avant le putsch – les déclarations ont indiqué les grands domaines concernés. D’abord l’énergie et la réactivation de grands projets de gazoducs un temps déjà envisagés. La géographie commande les projets. La Turquie importe la moitié de son gaz de Russie, ce qui constitue une forte dépendance. Les Russes veulent associer la Turquie à la construction d’un gazoduc - le *TurkStream* - qui passerait sous la Mer noire et remplacerait le projet *South Stream* abandonné par l’Europe car permettant aux Russes de contourner l’Ukraine. L’objectif reste le même et permettrait aux deux pays d’alimenter et de contrôler l’approvisionnement de l’Europe du Sud. La Turquie bénéficierait de tarifs préférentiels. Au cours de cette rencontre Poutine semble avoir convaincu son interlocuteur de modifier sa position très figée sur la Syrie et le régime d’Assad. La politique turque vis-à-vis de la Syrie sera infléchie, donc moins rigide, ce qui fâchera encore un peu plus les Européens.

Le différend avec les États-Unis soupçonnés de jouer un double jeu est très vif. Ils sont accusés de forte bienveillance vis-à-vis de la Confrérie. Ils s’opposent à la demande d’extradition de son chef Fethullah Gülen. Vu l’importance des liens entretenus entre les deux pays, il s’agira vraisemblablement d’une brouille passagère. À la faveur de cette tentative de putsch, la Turquie a choisi de s’aligner sur la force montante dans la région, l’islamisme avec toutes les réorientations tant internes qu’externes que cela suppose. La priorité est de fermer la « parenthèse kémaliste » et de débarrasser le pays de tous les marqueurs qui se sont imposés après l’effondrement de l’Empire Ottoman. Et d’accompagner ce revirement d’une poussée nationaliste anti-occidentale et faisant appel aux valeurs de cet Empire. C’est le sens de ce grand tournant. La République turque kémaliste a vécu et le pays se normalise en rejoignant la montée de l’islam politique dont l’emprise gagne la région.

*Article paru dans la revue Recherches internationales, http://www.recherches-internationales.fr*

* Le Maître de Sainte Euphasie, (deuxieme épisode)

*Par Hervé Mesdon*

Et Gaëtane de relancer encore : « est-ce que ça n'aurait pas commencé avec la femme du procureur de l'époque par hasard, rappelez-vous, celle qui portait jean et talons hauts de façon si provocante qu'elle en avait fait sauter les boutons de braguette à plus d'un ? » « C'est vrai » dit Lucie « que le procureur passait au moins une heure chaque soir à jouer aux cartes et à tripoter Ginette au Terminus ».

« Ou cette pauvre Madame Bourlache? » « Ah oui, celle morte en couches en 76, si fragile, évanescente et qui s'enthousiasmait si fort pour les choses de l'art! »

Au fond personne ne savait comment cela avait  commencé ou celles qui le savaient se gardaient bien d'en parler. Toujours est-il qu'aujourd'hui il était admis que pour les dames de Sainte Euphasie, avoir son portrait de la main de Charles Marchalaud était du plus grand chic.

Pour un tel portrait, il fallait de l'argent bien sûr, question prix, Charles ne faisait pas dans la dentelle mais cela ne suffisait pas. Il fallait aussi de la persévérance, le maître peignait peu, « lentement » disait-il et n'acceptait guère plus de cinq ou six commandes annuelles. Solliciter l'appui de tel ou telle, rajouter au pot quelques gros billets pour brûler la politesse à la voisine faisaient partie des démarches ordinaires pour parvenir à ses fins. Et cela pouvait encore ne pas suffire, il fallait en plus que le maître en tant que modèle vous agrée. Pour cela visites et contre-visites étaient nécessaires pour lesquelles on devait suivre un protocole très strict que chaque dame de la ville semblait connaître bien qu'il n'en soit jamais question.

On venait entre 5 et 6 et si Charles était là, parfois, il vous recevait. Entre 5 et 6 c'était le seul moment où Charles acceptait les visites. Il aimait en effet que ses journées se meublent d'ennui.  Somnoler, errer de son atelier à la piscine un verre à la main sans avoir de goût pour quelque activité que ce soit, ne jamais savoir après le petit déjeuner de 11h s'il allait se décider à sortir un peu ou au contraire se réencalminer dans ses couettes et ses oreillers, tout cela l'emplissait d'aise.  S'ennuyer, en éprouver de la joie, c'était un luxe dont il ne se lassait pas.

On venait seule, on savait qu'il n'aimait pas qu'on se soit mise en frais de toilettes. « La simplicité, la simplicité que diable » disait-il. On savait qu'il fallait beaucoup se taire, beaucoup écouter et ne répondre qu'en disant l'essentiel : « il n'y a pas plus beau qu'une femme qui se tait ». Charles aimait à jauger la dame comme on le ferait d'un bestiaux, il lui tournait autour, la faisait se lever, s'asseoir, prendre des poses, ponctuant son inspection de remarques et de questions. « Vous y tenez vraiment à cette coiffure là? » « Beaucoup de travail ces temps-ci, il faudra attendre ». « Il faudra vous libérer, vous savez que je ne peins que la nuit? »

 Eh oui, Charles ne peignait que la nuit : « les femmes je les réserve pour l'haleine de mes nuits blanches ».  Il disait aussi que seule la nuit les habille de lune. Toutes paroles dîtes et bues, de toute façon, sans que rien ne soit dit jamais, la dame arrivant chez lui pour qu'il fasse son portrait,  savait  très  bien  à  quoi elle  s'engageait, Charles dans son atelier ne supportait les femmes que nues. (à suivre)

* Boum-Boum sur : Les Candidats qu’on Veux Pas

*Par Mick et Paule*

On est contentes, là. Trente-six candidats à passer, a priori au hachoir. Z’ont qu’à bien se tenir s’ils (ou elles, on est féministes, d’accord, mais égalitaristes : hommes ou femmes, si con-ne-s ou tordu-e-s, à la trappe !). Trente-six ! Et c’est pas fini. Pour l’instant, une belle égalité, dix-sept pour la droite, dix sept pour la gauche (en comptant Hollande ou son remplaçant en cas de forfait, on parie sur Valls), et deux centristes en comptant Macron.

On est démocrates, aussi, mais républicaines. Ergo, les candidat-e-s pas républicain-e-s à la trappe, mais les candidats d’une droite républicaine sont évidemment fondés à se présenter. On votera pas pour eux mais c’est normal qu’ils participent.

Autre critère retenu unanimement par notre tribunal, l’éthique. Pas la morale, l’éthique. Manque d’éthique, pas à la trappe, sinon il n’y a plus personne ou presque, mais virés quand même.

Enfin, on tient compte du fait qu’il y a deux tours à l’élection présidentielle. Si peste contre choléra, abstention. Si peste contre grippe ou rhume, vote pour la grippe ou le rhume, voire la pneumonie.

Allez, on y va et on commence par le centre. Jean Lassalle, ex modem. Ethique impeccable, républicain convenable, pas vraiment à gauche. Parfait rhume pout un second tour auquel il a peu de chance de participer. Emmanuel Macron, faible éthiquement (le coup du costard, les jeunes qui doivent être milliardaires etc…) républicain à démontrer, pas à gauche. A virer. Pneumonie pour un second tour.

A droite maintenant. Commençons par celles et ceux qui ne se qualifieront presque certainement pas dans le concours de la primaire des prétendus « républicains ». Parmi ceux-ci, le pire, et l’exploit est difficile : Jean-François Copé, éthiquement cramé, arrogant, opportuniste, menteur, quasi xénophobe. A la trappe. Au même niveau ou presque, Hervé Mariton, le type qui veut entre autres supprimer le logement social. A la trappe. Guère mieux, Jean-François Poisson, le président du parti créé par Christine Boutin. Anti-mariage pour tous, pas très républicain, un peu social (« plus à gauche que Macron, dit-il). A la trappe quand même. A la trappe aussi, Guillaume Peltier, jeune gommeux venu de l’extrême-droite à LR, où il reste à l’extrême-droite, prétentieux en plus. A la trappe évidemment Nadine Morano, xénophobe à côté de ses pompes. Henri Guaino est certes républicain, égocentré aussi, incontrôlé souvent, allez, à la trappe. Le cas de Frédéric Lefebvre est plus intéressant, repenti du sarkozysme, utilisé comme un flingueur sans nuances, rendu célèbre par sa réponse à une question sur son livre préféré : Zadig et Voltaire, mais défenseur du revenu universel. Allez, grippe en cas de second tour auquel il n’accèdera pas. Jacques Myard est souverainiste et républicain. Pourquoi pas. Il est aussi misogyne et anti-islam, mais sensible à la question des demandeurs d’asile. Bref un dur qui peut avoir du cœur. Pas suffisant. A la trappe. Nathalie Kosciusko-Morizet n’est, dit-elle, ni de droite ni de gauche… mais membre de LR. Cherchez l‘erreur. Moins pire, comme on dit au Québec que d’autres, mais pas claire claire. Pneumonie en cas de second tour. Les plus ou moins favoris maintenant. François Fillon, qui a oublié qu’il fut un gaulliste (un peu) social est devenu ultralibéral. A la trappe. Même causes, mêmes effets pour Bruno Lemaire. Nicolas Sarkozy ? La peste et le choléra réunis, plus rien ne le distingue sur le fond du Front National, qui se paye même le luxe d’être, sur le papier, plus « social » que l’ex-président, qui n’est plus républicain (ses propos récents sur l’état de droit et le droit du sol en attestent). Ne devrait pas être admis à être candidat. Reste Alain Juppé, représentant de la droite républicaine. La grippe en cas de deuxième tour. Et s’il ne se qualifie pas, Bayrou a prévenu qu’il fera don de sa candidature à la France. Républicain, catho mais plus laïque biens des socialos, certes pas de gauche. Allez, zou, grippe aussi.

A droite toujours, mais hors primaires, on compte un général dont le nom nous échappe, apparemment assez ganache, Michèle Alliot-Marie, qui n’exclut pas de rejoindre la primaire mais tout le monde s’en fout, Nicolas Dupont-Aignan, passerelle entre la droite républicaine souverainiste, ce qui est concevable, et le Front National, ce qui ne l’est pas, et dont on se demande comment il a pu subjuguer Jean-Pierre Chevènement. A la trappe tout ça, comme Marine Le Pen, menteuse effrontée, comme Sarkozy, pas républicaine, comme Sarkozy. Reste encore Rama Yade, qui a comme beaucoup une haute opinion d’elle-même, mais apparaît plus mesurée que la plupart. Grippe en cas de second tour (mais elle est mal partie pour se qualifier pour le premier).

A gauche, plus ou moins, les candidats « autonomes », Nathalie Artaud (LO), Philippe Poutou (NPA), Pierre Larrouturou (Nouvelle Donne), Jacques Nikonoff (PARDEM), Christian Troadec (régionaliste) et quelques autres, quelles que soient leurs qualités militantes ou intellectuelles, sont voués à des scores marginaux, si tant est qu’ils parviennent à obtenir les parrainages nécessaires pour se qualifier, compte tenu du fait que les conditions de ces parrainage ont été durcies. Et compte tenu d’un autre fait, la menace de l’extrême-droite (Sarkozy, Le Pen), ces candidatures sans débouchés politiques ne s’imposent pas. Seul fait exception Jean-Luc Mélenchon, qui ne s’appuie pas officiellement sur un parti (même si le Parti de Gauche, qu’il a fondé, le soutient et constitue une bonne part de ses collaborateurs directs). « JLM » est incontestablement républicain, éthiquement convenable quoique parfois un peu canaille sur les bords, solidement ancré à gauche, et ne s’est pas fourvoyé dans les enchères sécuritaires que nous constatons ces temps-ci. Ce qui se fait de mieux (on n’a pas dit parfait) pour un second tour, à condition qu’il y arrive, ce qui est encore loin d’être gagné.

Des candidates et candidat à la primaire des écologistes, on ne peut guère dire ce qui les distingue sur le fond. Cécile Duflot et Karima Delli (cette dernière avec un passé militant qui nous botte : les collectifs « Sauvons les riches », « La France qui se lève tôt », avec par exemple des concerts de casseroles à l’aube dans les rues de Neuilly, « Jeudi noir ») plus à gauche que Yannick Jadot, ex bras droit du très centriste Daniel Cohn-Bendit, ou Michèle Rivasi ? Peut-être. Une ou un candidat écolo serait un rhume pour deuxième tour (trop euro-béats) mais elle ou il ne sera pas au second tour, et peut-être pas même au premier.

S’il y a beaucoup de partants pour la primaire du PS, il y aura probablement moins de postulants lors du vrai départ de la consultation. Trois ou peut-être quatre candidats pour la gauche du PS, ça fait beaucoup pour contrer François Hollande ou son remplaçant (Manuel Valls ?, Macron semblant maintenant hors course pour cette primaire-là). Passons sur les candidats écolo-dissidents ou PRG, qui feront de la figuration et reporteront de toutes façons leurs scores sur Hollande (ou Valls). A gauche, Marie-Noëlle Lienemann et Gérard Filoche sont des militants courageux et sincères, mais isolés dans le PS. Convenables pour un second tour, mais ils n’atteindront pas le premier. Hervé Hamon dispose d’un petit courant structuré mais ne fait pas l’unanimité chez les « frondeurs » qu’il ambitionnait de fédérer et n’a pas à ce jour développé de projet pour le pays. Et n’oublions pas qu’il fut, avec Arnaud Montebourg, l’un des instigateurs de l’arrivée de Manuel Valls à Matignon, pour lequel il n’a pas aujourd’hui de mots assez durs. Rhume pour un second tour. Rhume aussi pour Montebourg, l’homme qui trahit Martine Aubry pour faire gagner François Hollande en 2012, inconstant mais parfois brillant, doté d’un culot monstre (mais loin quand même, et heureusement, de ceux de Chirac naguère et de Sarkozy aujourd’hui). Quant à Hollande et Valls, apprentis fossoyeurs de la gauche, ils sont impardonnables. La tentative de faire passer la déchéance de nationalité, le CICE, tellement belle idée « de gauche » que Sarkozy envisage de l’amplifier s’il revient aux affaires, la loi régressive sur le travail, la passivité sur las activités spéculatives, la mollesse de la politique sociale au sens large, l’état d’urgence permanent, non messieurs, ça ne passe pas, peste et choléra, à la trappe.

* Terrorisme : les Masques Tragi-ques d’une Guerre Impossible

*Par Eugenio Raul Zaffaroni*

Les croisés de la guerre contre le terrorisme ne semblent pas remarquer que cette guerre est impossible, parce que le terrorisme est un moyen violent pervers, mais pas un ennemi concret. L’ennemi pourrait être celui qui l’emploie, mais non le moyen lui même : il ne peut pas y avoir de guerre contre les mines anti-personnelles, aussi pervers que soit leur usage. Cette guerre impossible fait du terrorisme un concept médiatique abstrait diffus, mais si la criminologie veut faire quelque chose pour le prévenir, elle n’a pas d’autre option que de considérer les faits concrets, où identifier la diversité des phénomènes.

D’un côté, il y a un groupe politique, avec un prétexte religieux, qui emploie des méthodes aberrantes et criminelles, ce qui n’a rien de nouveau, parce qu’en ont existé beaucoup d’autres tout au long de l’histoire. De l’autre coté, il est évident que le concept abstrait est manipulé, pour considérer comme terroristes tous ceux qui ne plaisent pas à un quelconque pouvoir. Ce n’est pas nouveau non plus ; il y a un siècle, ce furent les anarchistes, les [acrats](https://fr.wikipedia.org/wiki/Acratie), etc.

Mais parmi les faits concrets que l’on peut observer, ce qui attire l’attention, c’est qu’en Europe apparaissent des solitaires qui commettent des atrocités au nom d’un mouvement auquel ils ne sont pas liés, et d’une religion qu’ils ne pratiquent pas, et qui sont nés et ont grandi sur le même sol que leurs victimes et qui s’expriment dans la même langue. Aux États-Unis se répètent des phénomènes similaires, qui ne peuvent pas s’expliquer seulement par un accès facile aux armes. A propos de ces cas, on soutiendra sûrement qu’il s’agit de quelque chose de jamais vu. Mais bien que la particularité de tout phénomène soit non répétable, la base commune qui permet de s’approcher de sa *criminodynamique* n’est pas tout à fait nouvelle.

Les croisés de la fameuse guerre ont l’habitude de répéter que le terroriste ignore la condition de personne de ses victimes. Bien que ce soit une évidence notoire, c’est le bout du fil à partir duquel il faut démêler la pelote qui enveloppe l’apparition du solitaire. La Déclaration Universelle de 1948 établit que tout être humain est une personne. Cependant, dans la réalité sociale, ceci doit être un objectif à atteindre, pour lequel nous devons continuellement lutter, mais qui est loin d’être atteint. Le mot *personne* évoque le masque du théâtre grec antique. Cela signifie t-il que dans la vie réelle sont dénués de tout masque ceux qui sont considérés comme des non-personnes ? Ce n’est pas certain, parce que depuis l’[interactionnisme](https://fr.wikipedia.org/wiki/Interactionnisme) nous savons que nous tous portons un masque dans cette dramaturgie mondiale. Cela s’explique parce que, pour ne pas considérer l’autre comme une personne, il est aussi nécessaire de lui mettre un masque différent : celui de l’ennemi, réel ou potentiel. Le masque d’ennemi cache le visage de l’être humain satanisé (on peut inventer le néologisme *ennemisé*, parce que Satan en hébreu signifie ennemi). Le masque d’ennemi cache le visage de l’être humain, ce qui explique que le *sataniseur* (*ennemiseur*) se met à voir chez le voisin sympathique et pacifique d’hier, seulement un autre ennemi comme simple membre d’un collectif diabolique qui doit être détruit ou neutralisé par tout moyen, y compris la mort.

Mais laissons le satanisé et mettons-nous à observer le *sataniseur*. Qu’est-ce qui le pousse à distribuer des masques d’ennemi ? Ce n’est pas autre chose que sa propre faiblesse subjective : il a besoin de savoir qu’il est. Après avoir masqué l’autre, il sent qu’il surpasse sa propre fragilité en tant que sujet, se définissant par exclusion : Je ne suis pas l’autre, le noir, le sauvage, la gay, l’indien, etc. Je suis ce que je ne suis pas. Toute discrimination créatrice d’ennemis est une graine de génocide. Si nous observons comment opère ce jeu de masques en Europe, nous pourrons nous approcher un peu de la criminodynamique des cas qui se considèrent comme nouveaux. L’Europe colonialiste a mis des millions de masques d’ennemis potentiels dangereux à tous ses colonisés. Elle a commis des crimes d’une incroyable cruauté, en particulier en Afrique. Elle n’aurait pas pu les commettre sans au préalable avoir mis des masques à ses colonisés. Au cours du temps, elle en a amené plusieurs sur son propre territoire, où sa population ne grandissait pas au rythme dont avait besoin son appareil productif. Mais elle n’a pas culturellement intégré, ni les immigrés ni leurs descendants, parce que le masque du sauvage colonisé avait été assimilé par ses sociétés. Alors se produit un double jeu de masques : le porteur du masque sauvage acquiert une subjectivité extrêmement fragile, sent le poids de celle-ci dans le rejet social, mais ne l’assume pas non plus, parce qu’il n’appartient déjà plus à la culture sauvage.

Nous n’avons pas besoin de nous aventurer dans le domaine de la pathologie pour vérifier que, dans divers sujets, la faiblesse subjective est si extrême qu’elle leur provoque une angoisse insupportable, à laquelle ils veulent échapper grâce à un camouflage répandu de colonisateur, contre toute la société qui n’en finit pas de l’intégrer. La fragilité subjective extrême le mène à répondre à « Qui suis-je ? » par un, « je ne suis pas l’ennemi colonisateur ». D’un autre côté, les crimes massifs atroces que ces sujets commettent, provoquent une réaction xénophobe qui renforce des stéréotypes discriminatoires, en réaffirmant la distribution de masques de non personne. Il n’est pas difficile de prévoir que cette réaction aiguise la fragilité subjective très marquée des autres, dérivant en nouvelles catastrophes.

En synthèse : le double jeu de masques d’ennemi n’est pas inoffensif, du moins quand il opère sur les personnes, qui pour des raisons individuelles, arrivent à l’extrémité de la fragilité subjective et la vivent avec une telle intensité insupportable, qu’ils éclatent en pousses de destruction massive et, au fond, en un suicide triangulaire. Aux États-Unis, des raisons en partie différentes opèrent pour produire des subjectivités fragiles. Le cas européen semble extrême et plus clair. Mais on peut se demander si le monde mondialisé (avant appelé occidental), en ce moment de transition de paradigmes – au dire de Boaventura de Souza Santos – n’affaiblit pas les cultures avec le résultat de reproduction de subjectivités fragiles.

De toutes façons, il devient nécessaire de porter une attention spéciale à la distribution des masques, parce qu’il s’agit d’un jeu qui se termine en un carnaval beaucoup trop tragique, qui a pour scène un monde qui ne parvient pas à doter d’un masque de personne plus de la moitié des habitants de la planète.

*Article paru dans le journal argentin Pagina 12. Traduction de l’espagnol par Estelle et Carlos Debiasi pour El Correo* (*http://www.elcorreo.eu.org). Eugenio Raul Zaffaroni est avocat et ancien juge de la Cour suprême argentine*

* Si Réchauffer la Banquise vous Intéresse

**J’adhère à l’association *CACTUS*, éditrice de réchauffer la banquise et vous joins un chèque de 15 euros à l’ordre de CACTUS REPUBLICAIN**

***Réchauffer la banquise***

**Publication**: Jean-Luc Gonneau **Rédaction**: João Silveirinho **Éditorialistes**: Jacques-Robert Simon, **Conception**: Jean-Christophe Frachet **Humeurs** : Mick et Paule, Sylvain Ethiré **Grande Reportère**: Florence Bray. **Adresse et abonnement** : Le Cactus Républicain - *J.L. Gonneau* - 3, avenue Vélasquez 75008 Paris **Courriel :** jean-luc.gonneau@orange.fr **Internet :** http://www.la-gauche-cactus.fr/SPIP/ *Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.*

**Elles/ils écrivent dans La Banquise :**

*David Hassan Abassi, Mina Ahadi, Madjid Ait Mohamed, Patrick Alexanian, Mahin Alipour, Anne Alize, Jean-Paul Alletru, Gérard André, Jacques Ansan, Jean-Michel Arberet, Elie Arié, Jacques Atlan, Fabrice Aubert, Rémi Aufrère, Robert Ausseur, Clémentine Autain, Aveclotantousenva, Gilles Bachelier, René Balme, Jérôme Baloge, Paul Baquiast, Jean Baumgartein, André Bellon, Gérard Belorgey, Abdelhak Berheri, Géraldine Biaux, Danielle Bleitrach, Boaventura de Sousa Santos, Gérard Borvon, Said Bouamamas, Jean-Pierre Boudine, Barbara Bouley, Alain Bousquet, Hugues Bousquet, Patrick Braibant, Florence Bray, Jacques Broda, Alain Brossat, Jean-Philippe Brunet, Marie-George Buffet, Olivier Cabanel, Michel Cabirol, Cadoudal, Michel Caillat, Philippe Callois, Isabelle Cappe, Aloys Carton, José Caudron, Jean-Claude Charitat, Jean-François Chatelat, François de la Chevalerie, Mahor Chiche, Sophia Chirikou, Olivier Clerc, Fabrice Cohen, Daniel Cojean, François Colas, Maxime Combes, Samira Comingand, Albano Cordeiro, Fabienne Courvoisier, Jacques Cros, Leïla Cukierman, Shala Daneshfar, Pedro Da Nobrega, Georges Debunne, Jacques Decaux, Jacques Declosménil, Chantal Decosse, Jean-Michel Dejenne, Jean Delons, Monique Dental, Emmanuelle Depollier, André Depouille, Antonio Dias, Françoise Diehlmann, Jean-Michel Dodd, Evelyne Dubin, Béatrix Dupraz, Marlène Dupraz, Emmanuel Dupuy, Pierre Efratas, Amine El Khatmi , François Esquer, Marcel Etienne, Michel Evrard, Jacques Fath, José Pablo Feinmann, Eric Ferrand, Jean-Claude Fiemeyer, Yann Fiévet, Alain Foix, Jean-Christophe Frachet, René Francal, Jacques Franck, Eduardo Galeano, Gabriel Galice, Stéphane Gatti, Christian Gautier, Gévé, Séverine Gille, Vincent Glenn, Philippe Goubault, Allain Graux, Denis Griesmar, Serge Grzesik, Pierre Guerlain, Vincent Guillot, John Hagelin, Eric Halphen, Jack Harmand, Jacky Hénin, Pierre Henry, Georges Hervel, Jean-Marc Holleaux, Jancry, Diana Johnstone, Fabienne Jouvet, Mahamadou Ka, Eddy Khaldi, Liet Kynes, Lionel Labosse, Dominique Lacout, Marc Lacreuse, Nathalie Laillet, Diane Le Béguec, Olivier Le Cour Grandmaison, Hervé Le Crosnier, Jacques Le Dauphin, Alain Le Dosseur, François Ledru, Jean-Pierre Lefebvre, Michel Lefebvre, Jean-Claude Lefort, Jeannick Le Lagadec, Christian Lemasson, RenéLenoir, Marie-Françoise Lepetit, Eve Lerner, Estelle Leroy-Debiasi, Didier Le Scornet, Marie-Pierre Logelin, Jacques Lombard, Mercedes Lopez San Miguel, Frédéric Lordon, Doc Lottin, Loulou, Alexis Lucas, François Lucas, Benoist Magnat, Jean-Claude Mairal, Roland Maire, Azar Majadi, Jorge Majfud, Oliver Makepeace, Dimitri Makrygiannis, Marc Mangenot, Roger Martelli, Laurence Matignon, Jérôme Maucourant, Hervé Mesdon, Georges Michel, Patrick Mignard, Tarik Mira, Fatiha Mlati, Arnaud de Morgny de Maeyer, Yvonne Mignot-Lefebvre, Michel Moine, Ricardo Monserrat, Arnaud Mouillard, Eric Mouron, Joël Murat, Maryam Namazie, Michel Naudy, André Nouschi, Paul Oriol, Vincent Ortega, Oussama, Paloma, Henri Paris, Pierre Pascallon, Pierre Payen, Jean-René Peltier, Antonio Pereira Nunes, Jean-Pierre Petit, Michel Peyret, Michel Pillier, Michel Portal, Thomas Posado, Gabriel Puricelli, Gérard Raiser, Amir Ramses, Guy Ratane-Dufour, Alberto Riboletta, Roberto Robertelli, Ruy Rodrigues Da Silva, Maria Graziella Rodriguez, Michel Rogalski, Régis Roquetanière, Alain Ruscio, Claude Sam, Emmanuel Saussier,*

*Scribrouge, Youssef Seddik, Luis Sepulveda, Marc Silberstein, Patrick Silberstein, Karim bey Smail, Claude Soufflet, Laurent Tarillon, Matthias Tavel, Paulo Telheiro, Antoine Thivel, Patrick Trannoy, Sophie Troubac, Denis Troupenat, Alain Uguen, Bernard Uguen, Rémi Uzan, Bruno Valentin, Jérôme Valluy, Jean-Robert Velveth, Christophe Ventura, Maris-Christine Vergiat, Michèle Vianès, Claire Villiers, Paul Vincent, Eugenio Raul Zaffaroni, Louis Weber, Louie Wyler, Olivia Zemor, Nadine Zuili…*

**Et en plus, sur notre site, des textes et graphismes d’autres auteurs :**

*Paul Alliès, René Assandri, Jean-Pierre Berlan, Jean-Marie Berniolles, Jean-Christophe Bonté, Jean-Bricmont, Etienne Chouard, Pascal Colrat, Jeremy Corbin, Marc Dolez, Jérôme Guedj, André-Jacques Holbecq, Etienne Imer, Raoul-Marc Jennar, Monica Karbowska, Jean-Jacques Lemarchand, Herwig Lerouge, Henri Maler, Maurice Martin, Chloé Maurel, Patrick Mignard, Marie-José Mondzain, Christophe Ramaux, Serge Regourd, Emir Sader, Joël Yoyotte-Landry, Philippe Zafirian, Didier Zuili…*

**Elles/ils ont participé aux cafés-débats de La Banquise**

*Paul Alliès, Clémentine Autain, Géraldine Biaux, Hamida Bensadia, Jean-Pierre Berlan, Agnès Bertrand, Jean-Christophe Bonté, Claude Boucher, Camille Cabral, Etienne Chouard, Eric Coquerel, Alexis Corbière, Michèle Dessenne, Jean-Claude Fiemeyer, Geneviève Geay, Susan George, Jean-Luc Gonneau, Jérôme Guedj, Eric Halphen, Pierre Henry, Diana Johnstone, Monika Karbowska, Olivier Keller, Suzanne Körösi, Jeannick Le Lagadec, Michel Lefebvre, Jean-Pierre Lefèvre, Henri-Georges Lefort, Laurent Levard, Pascal Lusso, Marc Mangenot, Fernanda Marruchelli, Fatiha Mlati, Temir Porras, Eduardo Olivares, Ismaël Omarjee, Ruy Rodrigues Da Silva, Marco Antonio Rodrigues Dias, Dominique Rousseau, Christiane Taubira…*

Bonus : Les affiches (et photos) détournées de Patrick Mignard



Bonus : glané sur le net par Mourad Karabagli



Consultez notre site

[www.la-gauche-cactus.org/SPIP](http://www.la-gauche-cactus.org/SPIP)

Des textes, des idées, tous les numéros de la Banquise et de l’humour en plus !